

*Séminaire annuel de l'Observatoire Chine*

**Séminaire France-Malaisie sur la Chine**

28 septembre 2017

mémo  
OBSERVATOIRE CHINE 2017/2018

**Panel III: Terrorisme en Asie du Sud-Est : l'approche malaisienne au terrorisme et à la déradicalisation, et la coopération avec des puissances extérieures (les Etats-Unis, la Chine et la France)**

Table ronde n°21/24 de l'Observatoire Stratégique et Politique de la Chine, cycle 2017-2018, 28 septembre 2017

**Chair** : Prof. Jean-François Huchet, Inalco

**Speaker** : Dr. Farish Ahmad-Noor, RSIS

**Discutante** : Dr. Mathieu Duchâtel, ECFR



### **Panel III: L'ASEAN entre la Chine et les Etats-Unis : l'unité de l'ASEAN, la politique sud-est asiatique américaine sous Trump, les domaines de coopération possibles entre l'ASEAN et l'Europe**

**Chair:** Pr. Jean-François HUCHET, Professeur, National Institute for Oriental Language and Civilization (INALCO).

**Speaker:** Dr. Badrol Hisham Bin AHMAD NOOR, Associate Professor, S. Rajaratnam School of International Studies, RSIS.

**Discussant:** Dr. Mathieu DUCHÂTEL, Senior Policy Fellow et Deputy Director, European Council on Foreign Council (ECFR).

Le **Dr. Farish Ahmad-Noor** ouvre ce troisième et dernier panel sur le terrorisme en Asie du Sud-Est en adoptant une perspective historique du rapport entre la Malaisie et le terrorisme. L'approche historique de Kuala Lumpur de cette situation délicate permet en effet de mieux appréhender et comprendre les défis à relever aujourd'hui en Asie du Sud-Est.

La Malaisie est le seul pays de l'Asie du Sud-Est à être un Etat fédéral. Ce fédéralisme a joué et joue un rôle déterminant dans le paysage politique, puisque l'Etat a dû faire face, dès sa création, à des mouvements dirigés contre lui.

Lorsque le pays est devenu indépendant en 1957, la question de l'impact de la colonisation est devenue essentielle, et la loyauté envers un seul pays, divisée. Les populations indigènes devaient partager ce nouveau pays avec d'autres groupes ethniques<sup>1</sup>. En outre, le pays alors naissant était entouré d'Etats hostiles à sa création. Les menaces étaient internes, mais comportaient également des variables externes. Les clivages ethniques et religieux, hérités d'un siècle sous le joug britannique, persistaient. Ces clivages révèlent les caractéristiques structurelles formant l'Etat malaisien : une population interne complexe, composée d'ethnies différentes, les deux principaux groupes étant constitués des Chinois d'une part, et des musulmans d'autre part. Commence alors le processus d'édification nationale (ou de *nation-building*) afin d'assurer sa survie.

Dans le contexte de la Guerre froide, l'Etat malaisien était suspicieux vis-à-vis de la Chine de Mao, et craignait que les Chinois de Malaisie ne veuillent rejoindre la Chine communiste. L'enjeu pour le nouvel Etat malaisien était dès lors d'assurer sa survie en incitant les populations chinoises et musulmanes à s'intégrer, tout en s'assurant que le public malais ne se sente pas délaissé. Pour ce faire, l'Etat a eu recours à une forme contrat social : les Chinois de Malaisie seraient incorporés dans le récit national et bénéficieraient de la nationalité malaisienne ; puis seraient à leur tour recrutés dans le combat contre

1 - En 1957, les Malais composaient 49 % de la population du pays, tandis que les Chinois en représentaient 38 % et les Indiens 11 %. Charles Hirschman « Demographic Trends in Peninsular Malaysia, 1947-1975 », *Population and Development Review*, Volume 6, Issue 1 (Mar., 1980), p. 111, <<https://faculty.washington.edu/charles/new%20PUBS/A26.pdf>>

le communisme. Un des outils les plus utiles fut les services de renseignement. Hérités du règne colonial britannique, qui mettait l'accent sur la police pour assurer la sécurité dans les colonies, les services de sécurité ont été mis en avant par le nouvel Etat malaisien afin qu'ils coopèrent, avec succès, avec les Chinois de Malaisie. Le communisme, selon le Dr. Ahmad Noor, est devenu comme étranger à la Malaisie ; c'était une idée et un mouvement externes, qu'un nombre substantiel de Chinois de Malaisie ne soutenaient pas.

Ainsi, l'Etat malaisien a, dès sa création, dû émettre des compromis et concessions politiques afin d'atteindre son objectif primordial : sa survie en tant qu'Etat fédéral.

Quant à la population musulmane en Malaisie, un événement clé fut la révolution iranienne de 1979 : pour la première fois dans la communauté musulmane apparaissait le succès d'une prise de pouvoir dans un pays musulman. En revanche, cet événement a créé de nouveaux défis pour le gouvernement malaisien. Afin d'assurer sa survie, l'Etat malaisien, de même que pour sa méthode employée avec les Chinois de Malaisie, a décidé d'incorporer l'islam dans le récit national malaisien, toutefois avec cette caractéristique en plus : l'islam a été érigé dans le discours national comme légitimation de l'Etat. Ainsi, l'islam était vu comme progressiste, compatible avec la croissance économique et la logique capitaliste du marché. Dans les années 1980, l'Etat malaisien est ainsi entré dans le langage religieux, en tentant de définir la signification de l'islam dans le domaine public. Il doit à présent s'assurer d'être dans une position suffisamment influente pour que le langage de l'islam ne tombe pas dans le terrorisme.

Ainsi, à travers ce long processus d'édification de l'Etat (*nation-building*), la Malaisie a dû faire face à de nombreux mouvements insurrectionnels ; la sécurité a ainsi toujours été une source d'inquiétude pour l'Etat, et le terrorisme n'est pour lui pas un fait nouveau. En outre, ces épreuves ont souvent été à la fois régionales et globales. Le concept d'Etat-nation, que l'Etat a tenté d'instaurer, est étranger aux pratiques musulmanes. Le concept de sécurité en Malaisie est à la fois interne et externe ; il s'agit avant tout de préserver la fédération malaisienne, et ce quel qu'en soit le prix. Un des facteurs importants ayant compliqué la lutte de l'Etat malaisien contre le militantisme, notamment communiste dans les années 1960, était les médias. Ceux-ci étaient en effet le principal vecteur des informations propagées par les groupes opposés à l'Etat, qui s'adaptèrent très vite à la technologie. Néanmoins, dans les années 1960, ces groupes avaient à peine accès à la radio. Aujourd'hui, le parti musulman en Malaisie est le premier et seul parti à posséder un site sur internet.

Depuis ce long processus d'édification de l'Etat (*nation-building*), la démographie de la Malaisie a changé ; le pays s'est urbanisé et le paysage socio-économique s'en est retrouvé affecté. Kuala Lumpur est ainsi devenu plus pluriel.

Si nous regardons la Malaisie aujourd'hui, poursuit le Dr. Ahmad Noor, nous pouvons observer qu'elle n'a pas dévié de son objectif principal : être un pays uni, autonome dans un monde changeant rapidement,

en devenant un pays industrialisé.

Afin de réaliser ce rêve post-colonial de devenir un Etat moderne et industrialisé, Kuala Lumpur adhère aux avancées technologiques, toutefois en restant prudent dans l'usage d'internet lorsqu'il s'agit de contrer des mouvements terroristes. Dans ce domaine, Kuala Lumpur tient à entretenir de bonnes relations avec les Etats-Unis en termes de coopération en matière de sécurité et de contre-terrorisme. En outre, Kuala Lumpur se place face à la Chine comme un partenaire capable et disposé à coopérer dans la guerre mondiale contre le terrorisme. Ainsi, la Malaisie tente de maximiser le nombre de ses partenaires et alliés potentiels.

La Chine s'est en effet engagée dans les questions de sécurité. Elle a investi 50 milliards de dollars au Pakistan, notamment dans le cadre de l'initiative *Belt and Road* ; or, Pékin en général n'investit pas sans sécuriser ses investissements. La présence sécuritaire chinoise est également déjà présente au Laos, en Thaïlande et en Birmanie. Si la Chine et la Malaisie étaient amenées à coopérer davantage, des problèmes potentiels pourraient apparaître, selon le Dr. Ahmad Noor. En premier lieu, il y a, comme noté ci-dessus, une longue suspicion historique de la Malaisie à l'égard de la Chine, même si la Malaisie comprend que la Chine d'aujourd'hui n'est plus celle de Mao. En deuxième lieu, certaines politiques intérieures chinoises pourraient avoir des répercussions plus ou moins désastreuses sur la relation entre Kuala Lumpur et Pékin, ou du moins sur la perception malaisienne de la Chine. Le Dr. Ahmad Noor pose ainsi la question hypothétique d'un soulèvement majeur au Xinjiang : une répression de cette révolte potentielle viendrait-elle entraver toute coopération entre la Malaisie, composée d'une forte population musulmane, et la Chine ? Ainsi, la question d'une coopération plus étroite avec Pékin pourrait être gênée.

Néanmoins, le Dr. Ahmad Noor affirme que la Malaisie est prête et se prépare à travailler et coopérer avec tout allié auquel sa confiance peut être accordée ; Kuala Lumpur n'a aucun problème à coopérer avec d'autres pays. Ainsi, coopérer avec la Chine n'est pas un problème *per se*. Toutefois, si la Chine compte être sélective dans la manière qu'elle a de soutenir et suivre le mouvement de lutte contre le terrorisme, un scepticisme public s'élèverait sans doute en Malaisie. L'opinion de la communauté musulmane sera l'opinion dominante.

Enfin, le Dr Ahmad Noor revient sur la quatrième révolution industrielle, celle des nouvelles technologies, et des défis qui pourraient être posés à la Malaisie. Historiquement, la Malaisie souhaite s'ouvrir aux nouvelles technologies et à internet afin de mieux survivre en tant qu'Etat ; et elle s'adapte aujourd'hui très rapidement à cette révolution industrielle. Cependant, cette rapide industrialisation peut rendre l'économie vulnérable et favoriser la naissance de mouvements contre l'Etat : c'est une éventualité que tous les pays d'Asie du Sud-Est devraient considérer, l'histoire de la Malaisie n'étant pas unique.



## Discussion

La discussion s'ouvre sur la position globale chinoise sur le terrorisme. Sa position et sa globalité sont nouvelles, et peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs. Beaucoup d'attaques à l'encontre de ressortissants chinois ont eu lieu, notamment au Pakistan. De plus, la place de la Chine sur l'échiquier mondial l'incite également à prendre position sur des sujets très actuels. Le contre-terrorisme est ainsi devenu un centre d'attention de la Chine, notamment dans ses relations de coopération avec le Pakistan et la Malaisie.

En outre, il n'est désormais plus possible d'exclure la Chine et ses capacités militaires outre-mer. La posture chinoise en Asie et en Afghanistan montre un engagement plus large en matière de lutte contre le terrorisme. Un événement significatif est l'adoption par l'Assemblée nationale populaire d'une loi contre le terrorisme. Plus précisément, l'article 71 de cette loi permet aux forces de sécurité chinoises d'intervenir à l'étranger en cas d'attaques terroristes afin de protéger ses ressortissants. Cette loi est le fruit d'une longue réflexion en Chine, et montre un changement d'intention : Pékin souhaite préparer le terrain et élargir l'éventail d'options possibles pour contrer cette problématique à l'étranger. En outre, la Chine possède une capacité suffisante pour conduire des missions de lutte contre le terrorisme, du même type que celles conduites au Moyen-Orient et en Afrique.

Sur la question du « contrat social » contracté entre les ethnies non-malaises composant la Malaisie et l'Etat malaisien, le **Dr. Ahmad Noor** confirme que ce contrat est instable. Lorsque le Royaume-Uni a abandonné ses colonies, presque la moitié de la population n'était pas des Malais. En 1957, les Chinois de Malaisie n'avaient pas le statut d'étrangers, mais la nationalité malaisienne ne leur était pas non plus accordée. En conséquence, le compromis contracté entre la Malaisie et les Chinois de Malaisie était un engagement de la part de ces derniers dans la lutte contre le communisme en échange de leur nationalité malaisienne.

Le Qatar ayant récemment subi un isolement de la part des autres pays du Moyen-Orient l'entourant, un auditeur se demande si un phénomène similaire entre la Chine et l'Asie du Sud-Est pourrait se produire. Pour le Dr. Ahmad Noor, une telle situation n'est pas envisageable en Asie.

Enfin, l'approche chinoise à la question syrienne est abordée. La position chinoise et son approche du conflit syrien vis-à-vis de l'Europe peut être résumée par l'adage « *you break it, you fix it* » ; cependant, il est important de noter que la Chine sera présente et prête à fournir son assistance dans la reconstruction de l'Etat après le conflit. Simplement, la volonté de la Chine n'est pas de s'impliquer davantage politiquement.

*Ce compte-rendu a été préparé par Kimberley Le Pape, assistante de recherche à Asia Centre.*